

Une dynamique d'emplois exceptionnellement forte

L'aire urbaine de Toulouse continue de gagner toujours autant d'emplois. Sa dynamique, rythmée par les commandes de l'avionneur Airbus, s'éloigne de la tendance nationale. Néanmoins, les activités résidentielles réagissent moins favorablement prolongeant le ralentissement de ces dernières années.

PERSPECTIVES

OBSERVATOIRE PARTENARIAL ÉCONOMIE / SEPTEMBRE 2013

VILLES

L'aire urbaine de Toulouse enchaîne pour la troisième année consécutive de nouveaux gains d'emplois. L'année 2012 se conclue ainsi par le gain de 6 220 emplois salariés privés supplémentaires, ce qui constitue la plus forte progression en France devant les aires urbaines de Paris (+ 6 160), Bordeaux (+ 3 790) et Nantes (+ 2 680). Cette dynamique toulousaine est d'autant plus singulière que l'année 2012 marque un fort recul de l'emploi en France avec une perte sèche de 100 000 emplois salariés privés sur l'année. Y compris

dans les grandes aires urbaines, dont près de 80 % perdent plus d'emplois qu'elles n'en créent.

Les études de conjoncture et de prévisions économiques tablent néanmoins sur un ralentissement de la croissance des emplois dans l'aire urbaine de Toulouse dans les mois à venir. Les évolutions sur le premier semestre 2013 semblent leur donner raison, même s'il s'agit plus pour l'instant d'une légère décélération que d'un véritable coup de frein.

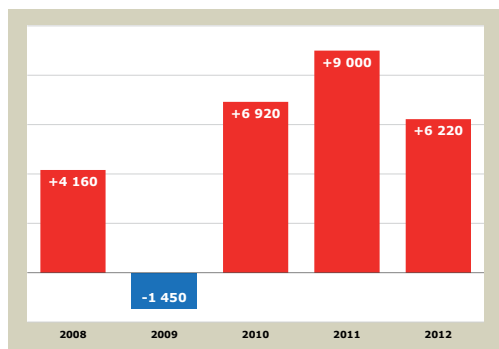
CHIFFRES CLÉS

Chiffres clés 2012

Aire urbaine de Toulouse :

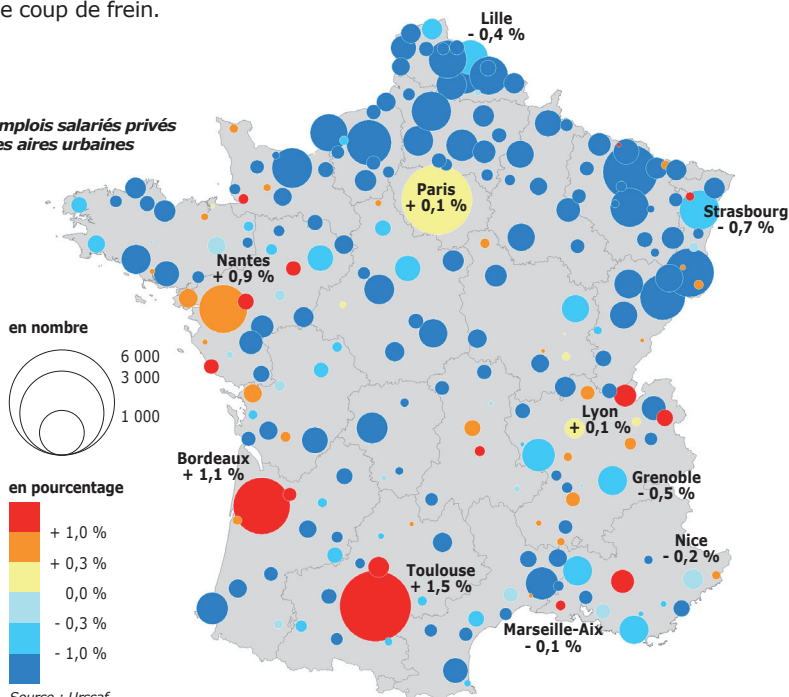
- + 6 220 emplois privés
- 1^{er} rang des aires urbaines
- + 5 700 emplois dans la sphère productive

Évolution annuelle des emplois salariés privés dans l'aire urbaine de Toulouse



Source : Urssaf

Évolution des emplois salariés privés en 2012 dans les aires urbaines



Indicateurs de performance : d'importants écarts entre territoires

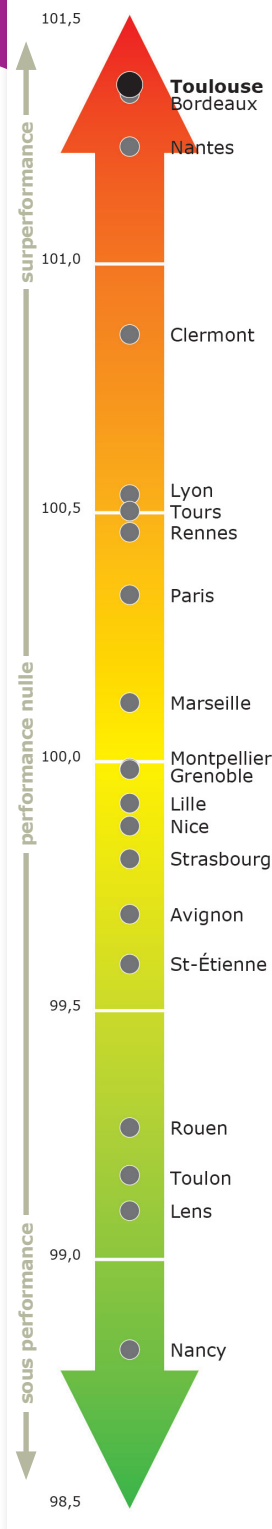
Tous les territoires ne sont pas égaux. Leur portefeuille d'activités, hérité ou récent, constitue un facteur discriminant pour l'emploi, d'autant plus en temps de crise. Les écarts observés entre territoires sont ainsi, très souvent, l'expression de ces différences de structure économique.

Les indicateurs de performance offrent la possibilité de lire les territoires autrement, en gommant cet impact structurel sur l'emploi. Tous les territoires sont mis sur un même pied d'égalité et étalonnés vis-à-vis de leur capacité propre à créer, ou pas, des emplois.

Deux effets se combinent pour expliquer l'évolution de l'emploi. Ces deux effets ne tirent pas nécessairement dans le même sens :

- Le premier effet est « structurel ». Il mesure qu'elles auraient été l'évolution des emplois, si les secteurs d'activités du territoire avaient suivi la même évolution que celle des autres aires urbaines de France.
- Le deuxième effet est « géographique ». Il révèle les ressources locales qui permettent au territoire de faire mieux, ou moins bien, que ce qui pouvait être attendu.

Graphique 1
Indice de performance relatif des aires urbaines en 2012



Source : Urssaf

L'aire urbaine de Toulouse « surperformante »

L'aire urbaine de Toulouse dispose de tels avantages compétitifs (industrie aéronautique, services d'ingénierie, activités informatiques...) qu'il est « attendu » qu'elle s'inscrive dans des dynamiques de croissance. Toutefois, même en écartant ces effets structurels avantageux, Toulouse figure toujours parmi les aires les plus actives, au côté de Bordeaux et de Nantes (voir graphique 1).

Sur les 6 200 emplois gagnés en 2012, 700 sont à mettre directement au crédit des « avantages » structurels dont profite Toulouse. Les 5 500 emplois restant constituent des « sur-gains » d'emplois dégagés par le territoire grâce à ses ressources propres.

Note de lecture : Cet indice est établi sur 100. Des valeurs supérieures à 100 caractérisent des aires urbaines sur-performantes et inversement pour des valeurs inférieures à 100. Cet indice est un témoin du niveau de performance des aires urbaines.

Ainsi, une aire urbaine perdant des emplois, en raison de secteurs d'activité fragiles peut être jugée « sur-performante » en limitant les pertes. C'est notamment le cas de Rennes et de Marseille en 2012. A l'opposé, une aire urbaine disposant d'avantages compétitifs peut être considérée comme « sous-performante » en n'atteignant pas les gains d'emplois attendus. Certaines cumulent perte d'emplois et sous-performance, comme Nancy, Lens, Toulon et Rouen. D'autres affichent gains d'emplois et surperformance, Toulouse en tête.

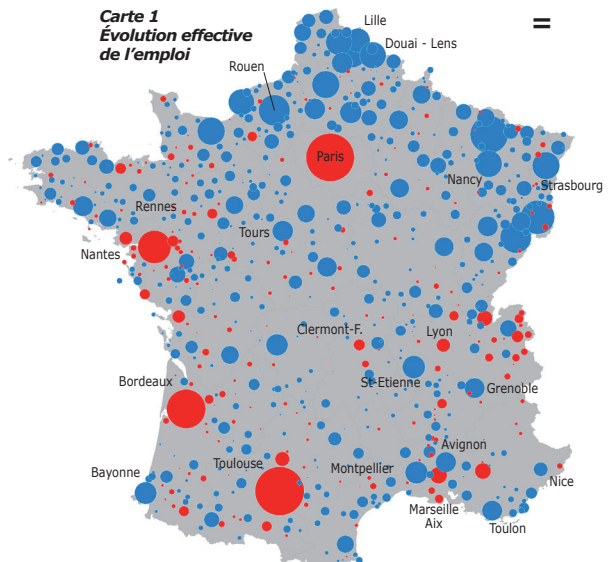
Seule l'aire urbaine de Paris fait mieux. Elle se caractérise par des « sur-gains » d'emplois qui s'élèvent à +15 400. En revanche, elle est pénalisée par son portefeuille d'activités qui lui fait perdre 9 200 emplois.

Toulouse est par ailleurs la seule grande aire urbaine à bénéficier d'un effet structurel positif en 2012 (voir carte 2).

Globalement, les grandes métropoles résistent mieux, prolongeant la tendance engagée depuis la crise de 2008-2009. Elles profitent de ressources locales spécifiques qui leur permettent de compenser les difficultés structurelles, auxquelles elles doivent faire face (voir carte 3). C'est le cas également pour certaines régions : l'Île-de-France, Rhône-Alpes et le Grand Ouest autour de l'axe Nantes - Rennes.

Pour Midi-Pyrénées, la situation est plutôt avantageuse, mais monopolitaire. L'aire de Montauban se démarque tout de même. Elle dégage des « sur-gains » d'emplois qui s'élèvent à + 760 emplois, soit la onzième meilleure performance de France. En revanche, l'effet structurel lui fait perdre 210 emplois, soit une évolution nette de + 550 emplois salariés privés en 2012.

Carte 1
Évolution effective de l'emploi



Les activités productives alimentent la croissance

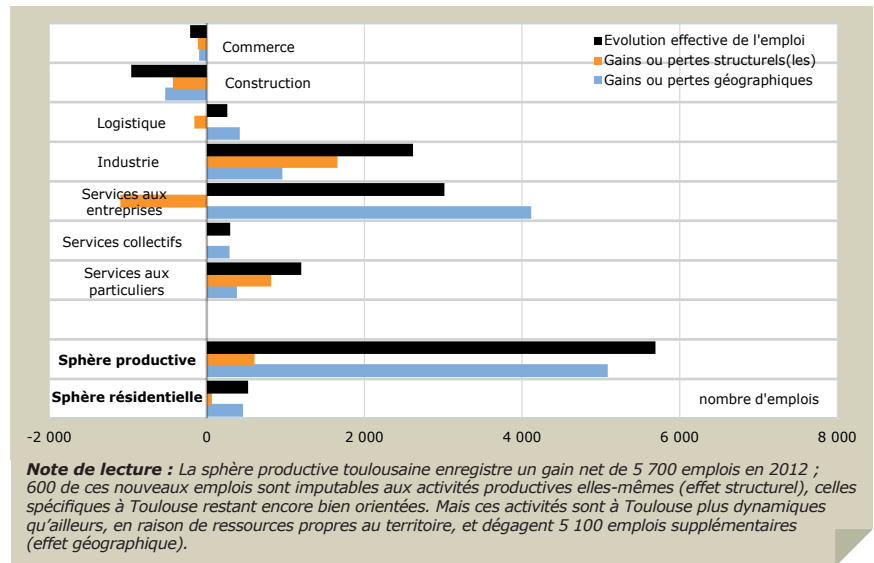
Les gains d'emplois de 2012, comme ceux de 2011, sont très largement impulsés localement par les activités productives, au premier rang desquelles figurent évidemment la construction aéronautique (voir graphique 2). L'industrie manufacturière et les services productifs ont ainsi assuré 92% des gains d'emplois de 2012. La filière aéronautique et spatiale, à elle seule, représenterait entre 75% et 85% de ces gains d'emplois.

Cette spécificité industrielle constitue un avantage structurel fort pour Toulouse. Elle lui a assuré le gain de 1 800 emplois supplémentaires en 2012. Et Toulouse dispose en plus de ressources propres qui lui ont permis de gagner 400 emplois de plus dans ces seules activités. Pour les services productifs, la situation est un peu différente. Les activités d'ingénierie et les services informatiques constituent là aussi des « crédits » structurels pour le territoire (+ 400 emplois en 2012 les deux réunis). Mais Toulouse « surperforme » très fortement dans ces activités, en dégageant 1 900 emplois de plus.

En revanche, l'intérim constitue une variable d'ajustement en temps de crise. Il aurait ainsi dû perdre 1 900 emplois localement s'il avait suivi l'évolution nationale. Au final, il n'en perd que 900, signe d'une plus grande résistance de l'économie toulousaine.

Les activités résidentielles sont un peu en retrait mais restent dans une dynamique positive. Elles ont ainsi gagné 500 emplois supplémentaires en 2012 grâce aux services aux particuliers notamment. Le commerce perd quelques emplois, conformément à la tendance nationale. Il en est de même pour les activités de construction, mais dans des proportions plus importantes. En revanche, les activités de logistique sont en légère augmentation alors qu'elles déclinent au niveau national.

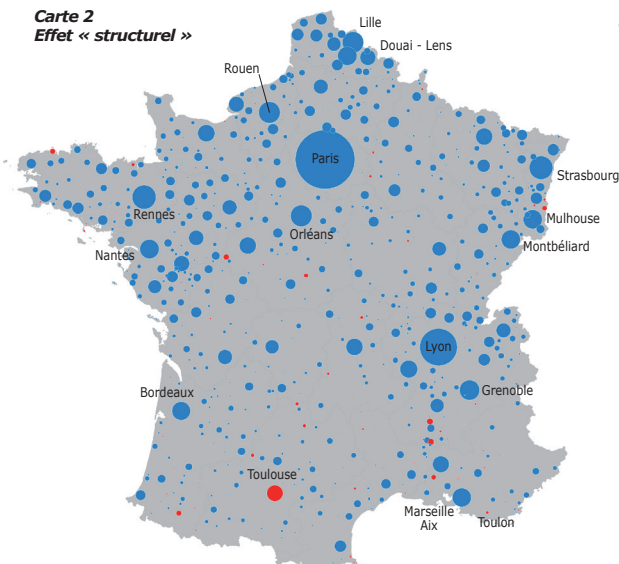
Graphique 2
Évolution de l'emploi salarié privé en 2012 dans l'aire urbaine de Toulouse par secteurs d'activité



Source : Urssaf

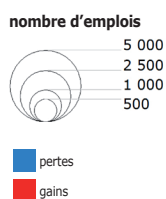
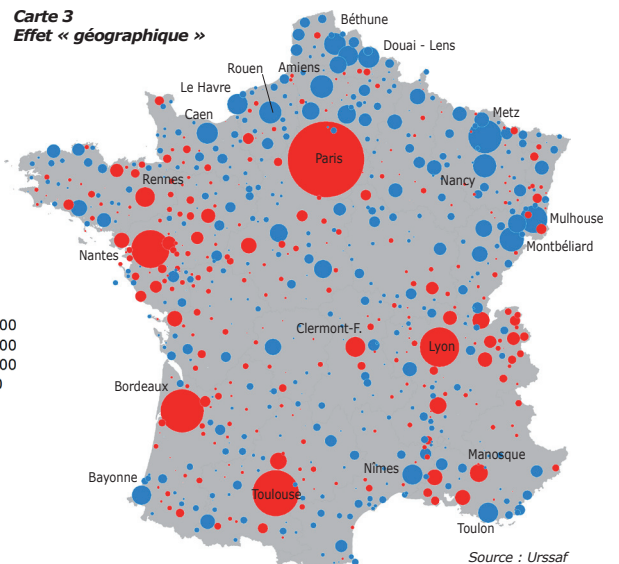
Note de lecture : L'aire urbaine de Toulouse est la seule des grandes aires urbaines françaises à bénéficier d'un effet structurel positif (+700 emplois) en 2012. Toutes les autres, à l'exception près, sont pénalisées par l'orientation de leur portefeuille d'activités. En revanche, les grandes métropoles disposent de ressources locales (effet géographique) leur permettant de mieux résister. C'est le cas de l'aire urbaine de Toulouse qui, en 2012, dégage 5 500 emplois de plus que ce qui pouvait être attendu d'elle.

Carte 2
Effet « structurel »



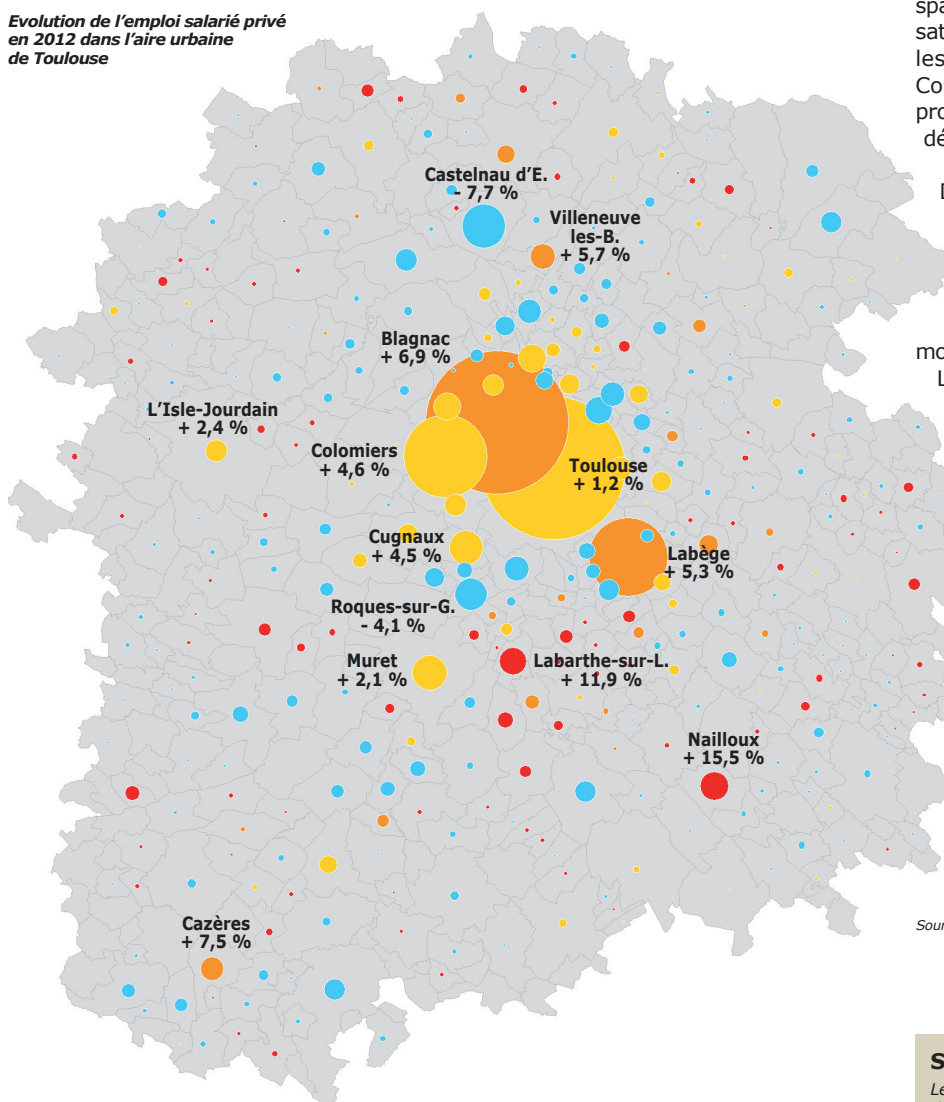
+

Carte 3
Effet « géographique »



Source : Urssaf

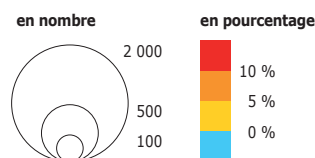
Evolution de l'emploi salarié privé en 2012 dans l'aire urbaine de Toulouse



Une croissance des emplois qui se recentre

Le dynamisme de la filière aéronautique et spatiale s'accompagne d'une forte polarisation des emplois en 2012. En attestent les évolutions sur Toulouse, Blagnac, Colomiers et Labège. Cette dynamique prolonge la tendance engagée depuis le début de la crise en 2008-2009.

Dans les territoires périurbains, les difficultés rencontrées par les activités du commerce et de la construction freinent la création d'emplois. L'année 2012 se solde par une évolution quasi nulle (+0,1%) et constitue la moins bonne de ces cinq dernières années. La situation des activités de logistique participe largement à ce ralentissement. Le commerce de gros, l'entrepôtage et les services auxiliaires de transports s'inscrivent ainsi à la baisse. Les activités de transport de marchandises et de voyageurs gagnent pourtant des emplois, mais ils concernent principalement des communes de banlieue.



Source : Urssaf

L'emploi salarié privé dans l'aire urbaine de Toulouse

	Effectif 2012	Évolution 2011-2012		Évolution 2007-2012	
		en nombre	en %	en nombre	en %
Toulouse	204 400	+2 380	+1,2%	+4 630	+2,3%
Banlieue	162 650	+3 800	+2,4%	+16 660	+11,4%
Couronne périurbaine	46 450	+30	+0,1%	+3 580	+8,4%
Aire urbaine	413 500	+6 220	+1,5%	+24 860	+6,4%
Toulouse Métropole	316 700	+6 030	+1,9%	+21 510	+7,3%
Muretain	17 900	+240	+1,4%	+200	+1,1%
Sicoval	26 550	+240	+0,9%	-770	-2,8%
SCoT Grande Agglo. Toulousaine	373 600	+6 420	+1,7%	+21 720	+6,2%
SCoT Nord Toulousain	12 400	-520	-4,1%	+890	+7,7%
SCoT Pays du Sud Toulousain	13 000	+180	+1,4%	+1 220	+10,3%
SCoT Lauragais	15 850	+100	+0,6%	+880	+5,9%
InterSCoT	414 800	+6 180	+1,5%	+24 700	+6,3%

Source : Urssaf

Source :

Les traitements de l'emploi sont réalisés à partir de la source de données Urssaf. Le champ couvre l'ensemble des cotisants du secteur concurrentiel comprenant tous les secteurs d'activité économique sauf les administrations publiques, l'éducation non marchande, la santé non marchande et l'emploi par les ménages de salariés à domicile. Ce champ représente entre 60 et 70% de l'ensemble des emplois, selon les territoires.

Cette source fournit, chaque année, des données à l'échelle communale sur l'ensemble du territoire métropolitain et des DOM-TOM, permettant d'éclairer la question du dynamisme des territoires. Néanmoins, certaines évolutions peuvent aussi être liées directement à la source : déclaration à un lieu unique des effectifs, changement de codes d'activité d'une entreprise, mise à jour et amélioration du fichier...

D'autre part, des précautions sont à considérer dans les analyses communales. Certains emplois recensés sur la commune (au siège social de l'établissement) peuvent s'opérer, en réalité, directement chez le client, probablement localisé sur une autre commune (voire plusieurs).

C'est le cas des activités de placement de main d'œuvre, des activités de nettoyage, des activités de sécurité, des aides à domicile et d'autres. Ces activités ont été retirées de l'analyse cartographique ci-dessus. Elles ont été, en revanche, conservées dans le tableau de données ci-contre.